



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Grand-Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du**

**27 OCT. 2025**

définissant les prescriptions applicables aux installations modifiées de la chaufferie de Strasbourg,  
Esplanade, exploitée par la société Strasbourg Centre Energies (SCE)

AIOT n° 0006700373

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- 
- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;
- VU** la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE du 07 mai 2012 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt aux fins de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;
- VU** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW, soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 9 janvier 1967 et du 9 avril 2001 autorisant l'exploitation des installations de la centrale thermique SETE à l'adresse du 5 route du Petit Rhin, 67000 STRASBOURG, ;
- VU** les arrêtés préfectoraux complétant les précédents, dont l'arrêté préfectoral du 27 mars 2019 ;
- VU** la note d'information au titre de l'article R 181-46-II du Code de l'environnement produite de 21 février 2025 par la société Strasbourg Centre Energies ;

**VU** le rapport et les propositions, en date du 25 septembre 2025, de l'inspection des installations classées ;

**VU** les observations du 9 octobre 2025 de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications des installations de la chaufferie de l'Esplanade à Strasbourg consistent à conserver sur le site deux chaudières de 20 MW (générateurs 1 et 2) alimentées au gaz et pouvant être alimentées chacune, dans la limite de 500 heures par an, au total, au fioul domestique, une chaudière au gaz naturel de 47,9 MW (générateur 3), une chaudière au gaz naturel de 45,7 MW (générateur 4), un groupe électrogène de 2,2 MW et à en enlever définitivement la turbine à gaz et la chaudière de récupération (49,3 MW) ;

**CONSIDÉRANT** que les corps de chauffe et les brûleurs des générateurs 1 et 2 sont remplacés, que les générateurs 3 et 4 sont rénovés par remplacement des brûleurs ;

**CONSIDÉRANT** que la puissance maximale susceptible d'être mobilisée passe de 139,4 à 135,8 MW ;

**CONSIDÉRANT** que ces modifications ne revêtent donc pas de caractère substantiel et qu'elles permettent en outre de meilleures performances environnementales du fait de la rénovation en profondeur des appareils de combustion du site, incluant, outre le remplacement de l'ensemble des brûleurs, les équipements de régulation et de supervision des chaudières ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions d'exploitation de l'établissement nécessitent d'être revues au regard des engagements exprimés par l'exploitant dans la note d'information susvisée du 21 février 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en dehors des valeurs-limite de rejet atmosphériques qui nécessitent une adaptation, les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés suffisent à encadrer l'aménagement et l'exploitation de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** que les valeurs-limite des rejets atmosphériques adaptées sont inférieures à celles qui s'appliqueraient par simple référence à la date d'autorisation de la chaufferie car elles prennent en compte les performances permises par la rénovation des appareils exploités ;

**CONSIDÉRANT** que la chaufferie n'est appelée à fonctionner, pour l'approvisionnement du réseau de chaleur, qu'en renfort des sources de chaleur considérées comme renouvelables (biomasse) ou fatales (récupération de chaleur industrielle et provenant de l'incinération des déchets) et que les flux de pollution de la chaufferie sont calculés en conséquence ;

**SUR** proposition du directeur de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE SOMMAIRE

### SOMMAIRE

TITRE 1 - Portée de l'Acte et conditions générales.....	5
ARTICLE 1.1 : .....	5
ARTICLE 1.2 : Nature des installations.....	5
ARTICLE 1.3 : Conformité aux dossiers déposés.....	6
ARTICLE 1.4 : Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	6
1.4.1 Cessation d'activité et remise en état.....	6
1.4.2 Durée de l'autorisation.....	6
ARTICLE 1.5 : Garanties financières.....	6
ARTICLE 1.6 : Prescriptions applicables.....	6
ARTICLE 1.7 : Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	6
ARTICLE 1.8 : Commentaire des résultats de surveillance transmis.....	7
ARTICLE 1.9 : Consignes.....	7
ARTICLE 1.10 : Conditions d'exploitation en période de démarrage et d'arrêt.....	7
ARTICLE 1.11 : Rapport d'incident ou d'accident.....	7
TITRE 2 - Protection de la qualité de l'air.....	8
ARTICLE 2.1 : Conception des installations.....	8
2.1.1 Conduits et installations raccordées, conditions générales de rejet.....	8
ARTICLE 2.2 : Limitation des rejets.....	8
2.2.1 Dispositions générales.....	8
2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	8
2.2.3 Conditions de respect des valeurs limites en concentration, mesures périodiques et en continu	10
ARTICLE 2.3 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	10
2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	10
Mesures périodiques.....	11
Rapports trimestriels.....	11
ARTICLE 2.4 : Dispositions spécifiques.....	11
2.4.1 Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air.....	11
TITRE 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	12
ARTICLE 3.1 : Prélèvements et consommations d'eau.....	12
3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	12
3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....	12
ARTICLE 3.2 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	12
3.2.1 Points de rejet.....	12
3.2.2 Dispositions générales.....	12
3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	14
ARTICLE 3.3 : Limitation des rejets.....	14
3.3.1 Caractéristiques des rejets externes.....	14
ARTICLE 3.4 : Surveillance des prélèvements et des rejets.....	15
3.4.2 Contrôle des rejets.....	15
ARTICLE 3.5 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	15
3.5.1 Surveillance des eaux souterraines.....	15
3.5.2 Surveillance des sols.....	16
3.5.3 Protection des sols et des eaux souterraines.....	16
TITRE 5 - Protection du cadre de vie.....	16
ARTICLE 5.1 : Limitation des niveaux de bruit.....	16
5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	17
5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	17
5.1.3 Valeurs limites d'émergence.....	17
5.1.6 Vibrations.....	17
ARTICLE 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	18
6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	18
TITRE 7 - Prévention et gestion des déchets.....	18
ARTICLE 7.1 : Limitation du stockage sur site.....	18

TITRE 8 - Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes.....	19
Sans objet.....	19
TITRE 9 Dispositions finales.....	19
ARTICLE 9.1 : Caducité.....	19
ARTICLE 9.2 : Délais et voies de recours.....	19
ARTICLE 9.3 : Publicité.....	20
ARTICLE 9.4 : Exécution.....	20

## TITRE 1 - PORTÉE DE L'ACTE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1.1 :

Le présent arrêté définit les prescriptions d'aménagement et d'exploitation de la chaufferie de l'Esplanade, 5 rue du petit Rhin à STRASBOURG exploitée par la société Strasbourg Centre Énergies dont le siège est 14 place des Halles, 67000 STRASBOURG.

Le présent arrêté abroge et remplace les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

### ARTICLE 1.2 : Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Nature de l'installation	Descriptif simplifié	Quantité autorisée	Régime (*)
3110	Chaufferies gaz et fuel	4 appareils : 2 fois 20 MW (générateurs 1 et 2 mixtes gaz-fioul), 47,9 MW (générateur 3, gaz) 45,7 MW (générateur 4, gaz) et 1 groupe électrogène de secours (2,2 MW, fioul)	135,8 MW en fonctionnement simultané.	A
4734-1c	Stockage de fioul	255 tonnes (300 000 l x 0,85 à 15 °C) dans quatre citernes enterrées à double enveloppe avec détection de fuite (2x50 m <sup>3</sup> et 2x100 m <sup>3</sup> )	255 t	DC

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques IOTA suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Forage	Ouvrages de contrôle de la nappe	-	D
1.1.2.0	Prélèvement en nappe	Puits	15000 m <sup>3</sup> /an	D

(\*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3110 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF LCP.

### **ARTICLE 1.3 : Conformité aux dossiers déposés**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 1.4 : Durée de l'autorisation et cessation d'activité**

#### **1.4.1 Cessation d'activité et remise en état**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

#### **1.4.2 Durée de l'autorisation**

L'autorisation est accordée sans limite de durée.

### **ARTICLE 1.5 : Garanties financières**

Sans objet

### **ARTICLE 1.6 : Prescriptions applicables**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé s'appliquent, sans préjudice de celles du présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration et à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration et à enregistrement incluses dans l'établissement en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et dans le respect des règles d'antériorité.

### **ARTICLE 1.7 : Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### **ARTICLE 1.8 : Commentaire des résultats de surveillance transmis**

Tout résultat de surveillance transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire,
  - la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.

### **ARTICLE 1.9 : Consignes**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes adaptées sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **ARTICLE 1.10 : Conditions d'exploitation en période de démarrage et d'arrêt**

Des consignes encadrent les phases de démarrage et d'arrêt. Ces consignes sont établies sur la base de la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE susvisée.

Les durées des phases de démarrage et d'arrêt des installations sont enregistrées.

### **ARTICLE 1.11 : Rapport d'incident ou d'accident**

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous un délai maximal de 15 jours à l'inspection des installations classées.



## TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 %.

### ARTICLE 2.1 : Conception des installations

#### 2.1.1 Conduits et installations raccordées, conditions générales de rejet

Puissance (MW)	Appareil	N° de cheminée	Hauteur de cheminée (m)	Diamètre de conduit (m)	Débit Nm³/h	Vitesse d'éjection minimale en marche nominale m/s
20	1	1	32	1,2	17 982	8
20	2	2	32	1,2	17 982	8
47,9	3	3	32	1,8	54 070	8
45,7	4	4	32	1,8	51586	8

### ARTICLE 2.2 : Limitation des rejets

#### 2.2.1 Dispositions générales

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

#### 2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

NB : Les polluants sont ceux définis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé



- **CONCENTRATIONS**

#### **Chaudières à gaz , générateurs 1 à 4**

Les valeurs en concentration suivantes ne sont pas dépassées :

Polluant	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>		
	A	M	J
Oxydes d'azote (NOx)	60	85	85
Poussières	-	5	5,5
Monoxyde de carbone	-	-	100

#### **Générateurs 1 et 2 en fonctionnement au fioul**

Les valeurs en concentration suivantes ne sont pas dépassées :

Polluant	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>		
	A	M	J
Oxydes d'azote (NOx)	Sans objet	Sans objet	150 (*)
Monoxyde de carbone	Sans objet	Sans objet	50
Dioxyde de soufre	175	170	187
Poussières	10	18	18

(\*) Le fonctionnement au fioul est limité à 500 heures (soit 20 jours et 20 heures) par an.

#### **Autres polluants réglementés :**

Les valeurs-limites de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 s'appliquent.

- **FLUX ANNUELS, JOURNALIERS, HORAIRES**

#### **Toutes chaudières, lors du fonctionnement au gaz GN1 et GN4**

Les valeurs de flux suivantes ne sont pas dépassées pour chaque appareil :

Polluant	Flux horaire kg/h	Flux journalier kg/j
Oxydes d'azote (NOx)	7	160
Monoxyde de carbone	12	260
Poussières	1	11

#### **Fonctionnement au fioul**

**Rappel :** le fonctionnement au fuel est limité à 500 heures (20 jours et 20 h).

Les valeurs de flux suivantes ne sont pas dépassées :

Polluant	Flux horaire kg/h	Flux journalier kg/j
Oxydes d'azote (NOx)	5,6	134,4
Monoxyde de carbone	1,9	45,6
Dioxyde de soufre	6,9	165,6
Poussières	0,85	20,4

- **FLUX ANNUELS**

Les émissions des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (démarrage et arrêts, périodes définies ...) sont prises en compte dans les flux annuels. Ces derniers doivent être calculés chaque année. Il en est rendu compte dans le rapport annuel.

Les flux annuels suivants ne sont pas dépassés :

Polluant	Flux annuel kg/an
Oxydes d'azote (NOx)	9500
Monoxyde de carbone	15000
Dioxyde de soufre	6000
Poussières	600

### 2.2.3 Conditions de respect des valeurs limites en concentration, mesures périodiques et en continu

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission en concentration fixées au point 2.2.2 sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur annuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées
- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées.

(Rappel : cf. les articles 34 et 35 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018.)

Dans le cas de mesures périodiques, la valeur limite d'émission à respecter correspond à la valeur mensuelle.

## ARTICLE 2.3 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

### 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

#### Mesure en continu

Pour les chaudières alimentées en gaz naturel, les émissions atmosphériques d'oxydes d'azote (NOx) et de monoxyde de carbone sont mesurées en continu.

Lors de l'alimentation en fioul, sont également mesurées en continu les émissions de dioxyde de soufre et de poussières.

Sont également mesurés en continu, dans tous les cas, les paramètres permettant de ramener les résultats aux conditions normales et à la teneur en oxygène de référence.

#### Mesures périodiques

Une mesure annuelle est réalisée à chaque conduit par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination Européenne des Organismes d'Accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Les paramètres et polluants recherchés sont les suivants (NB : *ils intègrent les paramètres, non listés, permettant de ramener les résultats aux conditions normales et à la teneur en oxygène de référence*) :

- les polluants mesurés en continu (variables suivant le combustible),
- les métaux : cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés, arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés, plomb (Pb) et ses composés, antimoine (Sb),

chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés, uniquement lors d'un fonctionnement au fioul ;

- COVNM, uniquement lors d'un fonctionnement au fioul ;
- formaldéhyde, uniquement lors d'un fonctionnement au fioul ;
- HAP, uniquement lors d'un fonctionnement au fioul.

#### Bilan annuel

cf. l'article 6 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018.

#### Rapports trimestriels

cf. l'article 32 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018.

#### Signalement des dépassements

Les dépassements de valeurs-limites sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais suivant leur constatation par l'exploitant. Ils sont commentés conformément à l'article 1.8 du présent arrêté.

### **ARTICLE 2.4 : Dispositions spécifiques**

#### **2.4.1 Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air**

Dès le déclenchement de la procédure d'information / recommandation, l'exploitant arrête l'alimentation au fioul des chaudières.

## **TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX** **AQUATIQUES**

### **ARTICLE 3.1 : Prélèvements et consommations d'eau**

#### **3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau**

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal horaire (m <sup>3</sup> /h)	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)
Eau souterraine  Puits référencé <b>272-3-1083</b>	Nappe rhénane	CG001	22 m <sup>3</sup> /h	15000

#### **3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux**

L'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux forages (rubrique IOTA 1.1.1.0) s'applique à l'établissement.

### **ARTICLE 3.2 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet**

#### **3.2.1 Points de rejet**

L'exploitant distingue les différentes catégories d'effluents.

Les eaux industrielles sont rejetées depuis un point unique. Ce point est repéré sur le site.

#### **3.2.2 Dispositions générales**

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

La capacité de confinement des eaux d'extinction est de 222 m<sup>3</sup> au total. Ce volume est disponible dans un **délai de deux ans** suivant la notification du présent arrêté.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

### 3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique.

## ARTICLE 3.3 : Limitation des rejets

### 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

#### Eaux pluviales

Les eaux pluviales des voiries et des parkings rejoignent le réseau collectif unitaire après séparation des hydrocarbures et décantation. Le décanteur - séparateur utilisé garantit une teneur en

hydrocarbures des eaux traitées inférieure ou égale à 5 mg/l et une teneur en MEST des eaux traitées inférieure ou égale à 100 mg/l.

### Eaux industrielles

Il n'y a pas d'effluent de traitement des fumées.

Ces eaux rejoignent le réseau d'assainissement.

Le débit journalier est de 50 m<sup>3</sup>/j.

Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5.

Les valeurs à ne pas dépasser sont définies au tableau suivant :

Substances / paramètres		N° CAS	Code SANDRE	Concentration (mg/L)
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé		-	1551	30
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables		-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	0,5
Demande chimique en oxygène (DCO)		-	1314	125
Hydrocarbures totaux		-	7009	10
Ion fluorures (en F)		16984-48-8	7073	25
MES		-	1305	30
Métaux et métalloïdes	Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	0,025
	Cadmium et ses composés (en Cd) (*)	7440-43-9	1388	0,05
	Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en Cr)	7440-47-3	1389	0,05
	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,05
	Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1382	0,02
	Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,05
	Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1369	0,025
	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8
Phosphore total		-	1350	10
Sulfates		14808-79-8	1338	2000
Sulfites		14265-45-3	1086	20
Sulfures		18496-25-8	1355	0,2

## ARTICLE 3.4 : Surveillance des prélèvements et des rejets

### 3.4.2 Contrôle des rejets

La qualité des eaux industrielles rejetées au réseau d'assainissement est contrôlée annuellement suivant les polluants et paramètre cités au présent titre, augmentés des chlorures, avant tout mélange avec d'autres eaux.

Le pH et la température sont mesurés en continu et les valeurs sont enregistrées.

## ARTICLE 3.5 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

### 3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant exploite un réseau de surveillance de la nappe composé de 2 piézomètres (2 en aval hydraulique). Ce réseau inclut en outre le puits de prélèvement référencé : 272-3-1083.

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

L'exploitant réalise l'auto surveillance suivant le tableau ci-après :

Dénomination de l'ouvrage et n°BSS délivré par le BRGM	Fréquence des prélèvements et analyses	Paramètres à rechercher :	
		Nom	Code SANDRE
Amont (Puits) 272-3-1083	annuelle	Hydrocarbures	7009
		HAP	2033
		BTEX	5918
Aval (Pz 1) 272-3-1094	annuelle	Mêmes paramètres	idem
Aval (Pz 3) 272-2-1095	annuelle	Mêmes paramètres	idem

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées. Au moins une fois par an, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.



### 3.5.2 Surveillance des sols

L'exploitant réalise une surveillance, a minima décennale, des sols susceptibles d'être pollués par des substances ou mélanges dangereux pertinents mis en œuvre (Les substances ou mélanges dangereux sont ceux mentionnés à l'article 3 du règlement CE n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges). Il tient à disposition de l'inspection les études de dimensionnement de cette surveillance et lui transmet les résultats des prélèvements effectués.

### 3.5.3 Protection des sols et des eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc...).

## **TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE**

### **ARTICLE 5.1 : Limitation des niveaux de bruit**

Les zones à émergence réglementée sont définies en référence à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### 5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Sans préjudice du point 5.1.3 ci après, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
En limite de l'établissement	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

#### 5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

#### 5.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### 5.1.6 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

Rappel : Les dispositions du titre VII de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 s'appliquent.

### **ARTICLE 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

#### 6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

Pour la lutte contre l'incendie, le débit cumulé offert par :

- le poteau incendie normalisé de la rue du Petit Rhin (100 m<sup>3</sup>/h), situé à 110 m de l'entrée de la chaufferie,
- le poteau incendie normalisé de la voie d'accès (100 m<sup>3</sup>/h), situé à 75 m de l'entrée de la chaufferie.

doit pouvoir être mobilisé.

Le puits de pompage d'eau de nappe complète cette disponibilité en eau.

Le site est équipé d'extincteurs et de robinets d'incendie armés, en nombre suffisant et disposés conformément aux règles en la matière. L'exploitant est à même d'en justifier à tout moment.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

## **TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

### **ARTICLE 7.1 : Limitation du stockage sur site**

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	0,5 tonne
Déchets dangereux	4 tonnes

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES**

Sans objet

## **TITRE 9 DISPOSITIONS FINALES**

### **ARTICLE 9.1 : Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de **trois** ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **ARTICLE 9.2 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Strasbourg :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
  - 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
    - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ;
    - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.
- Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratifs ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

## ARTICLE 9.3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Strasbourg pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de pendant une durée minimale d'un mois.

## ARTICLE 9.4 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Strasbourg

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,  
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

